

**Convention collective**

IDCC : 8216. – **EXPLOITATIONS VITICOLES**  
**(CHAMPAGNE DÉLIMITÉE)**  
**(2 juillet 1969)**

(Etendue par arrêté du 25 février 1972,  
*Journal officiel* du 19 mars 1972)

■ *Journal officiel* du 3 mai 2008

**Arrêté du 25 avril 2008 portant extension d'avenants à la convention collective de travail concernant les exploitations viticoles de la Champagne délimitée (n° 8216)**

NOR : AGRF0810652A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 131-3 et L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 25 février 1972 portant extension de la convention collective de travail du 2 juillet 1969 concernant les exploitations viticoles de la Champagne délimitée et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu les avenants du 25 octobre 2007 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 7 février 2008 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions des avenants n°s 156, 157 et 158 du 25 octobre 2007 à la convention collective de travail du 2 juillet 1969 concernant les exploitations viticoles de la Champagne délimitée sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention, à l'exclusion des mots : « âgés de moins de 65 ans » figurant au point *a* de l'article 64 de la convention, tel qu'il résulte de l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant n° 156.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants visés à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

## Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 avril 2008.

Pour le ministre et par délégation :

*L'adjointe au sous-directeur  
du travail et de l'emploi,*

M. QUIQUERÉ

*Nota.* – Le texte de ces avenants a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/5, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.